

Face aux pressions austéritaires, la désobéissance républicaine est nécessaire !



ADRESSE DE LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS AUX MAIRES DE FRANCE

Avec le projet de loi Lebranchu dit « *Acte 3 de décentralisation* », la réforme territoriale se poursuit dans la continuité de la réforme Sarkozy en concentrant les lieux de décision et les moyens sur les régions, les métropoles et les intercommunalités. C'est un véritable hold-up démocratique et financier qui se trame !

Avec la réforme de la fiscalité locale menée il y a trois ans, non remise en cause par le gouvernement actuel, la contribution économique territoriale a remplacé la taxe professionnelle, représentant un allègement considérable de « charges » pour les entreprises. Les collectivités ont vu leurs financements gravement mis en péril.

La situation s'est encore aggravée avec les difficultés d'accès au crédit et le coût exorbitant des frais financiers qui pèsent lourd sur les budgets locaux.

Une autre réforme territoriale qui décentralise vraiment les décisions au plus près des besoins de la population est encore possible : elle néces-

site qu'on en donne les moyens aux collectivités en taxant les entreprises et en créant un pôle financier public.

C'est dans ce contexte que le gouvernement d'aujourd'hui, comme celui d'hier, entend conditionner le niveau des dotations de l'Etat à la réduction des dépenses et de l'emploi public local. Au final, c'est le choix entre la hausse des impôts sur les ménages, injuste socialement, et la réduction des services et de l'emploi publics. Enfin, l'indispensable réforme du financement des collectivités permettant de corriger les inégalités territoriales est la grande absente de la réforme.

La Fédération CGT des Services Publics déplore que la Cour des Comptes vienne alimenter le mythe populiste et totalement infondé du fonctionnaire privilégié.

C'est bien cette continuité austéritaire qui ouvre un boulevard à l'extrême droite et à ses projets antidémocratiques et inégalitaires.

Première organisation syndicale de la Fonction publique territoriale, la Fédération CGT des Services publics combat cette vision comptable et idéologique des collectivités territoriales et de leurs services publics.

Loin de constituer une aberration, la croissance des effectifs territoriaux s'inscrit en réalité dans une reconfiguration de l'action publique marquée par le recul de l'État et un fort développement des besoins de service public lié à la croissance démographique.

Pour réaliser des économies profitables à l'intérêt général, la CGT invite la Cour des Comptes à pointer le poids des frais financiers dans les budgets locaux ou encore à se plonger de manière résolue dans la masse des 200 milliards d'aides et d'exonérations fiscales et sociales dont bénéficient chaque année les entreprises et principalement le grand patronat. La CGT souligne que ces 200 milliards de cadeaux représentent l'équivalent de 10 % de la richesse produite chaque année en France.

Contre les pourfendeurs de la Fonction publique et des services publics, la Fédération CGT des Ser-

vices publics continuera d'agir pour une politique de rupture, fondée sur une autre répartition des richesses, l'augmentation des salaires et des pensions – bloqués depuis 2010 ! –, le développement de l'emploi et des services publics, une puissance publique qui se donne les moyens d'agir pour l'intérêt général.

Une gestion locale progressiste ne peut pas se contenter de rester dans le carcan imposé entre le choix d'augmenter la pression fiscale sur les citoyens et le choix de réduire l'emploi public.

Dans ce contexte de remise en cause du pacte républicain, les exécutifs locaux ont une responsabilité historique.

Dans le cadre du vote des budgets, la désobéissance républicaine est nécessaire. Les collectivités doivent refuser le diktat du gouvernement et du patronat. Pour cela, les exécutifs doivent voter des budgets de combat et de progrès social garantissant la pérennité des missions et de l'emploi publics, y compris si cela se traduit par le vote de budgets en déséquilibre.

La Fédération CGT des Services publics, ses syndicats et coordinations, sont et seront disponibles pour mener toutes les batailles citoyennes convergentes qui sont à mener pour développer un service public de proximité au plus près des enjeux démocratiques de la Nation et dans un objectif de développement humain durable.

L'avenir du service public local et de la démocratie de proximité, et donc de la République décentralisée, sont en jeu.